

À Boos, le combat d'une mère avant la rentrée en seconde de son fils autiste

Léa Dubost

3 minutes

Avant chaque rentrée scolaire, c'est une **question qui revient tout le temps : comment les enfants handicapés vont-ils être accompagnés ?** Souvent, les parents sont obligés de se battre pendant plusieurs semaines pour avoir une AVS (Auxiliaire de Vie Scolaire). C'est le cas de Sabrina Langlet, habitante de Boos, près de Rouen.

Son fils de 16 ans, Léo, est atteint d'autisme et rentre en seconde en septembre. Il n'a toujours pas d'AVS, mais surtout, il va se retrouver **obligé de prendre le bus pour aller au lycée, alors que son handicap l'en empêche.**

"On a rempli un dossier, pour qu'il bénéficie d'un transport adapté pour aller au lycée, pour qu'il ne prenne pas le bus. Mais la MDPH a refusé, en me disant qu'il était suffisamment autonome. Sauf que personne n'est jamais venu le rencontrer", s'insurge Sabrina Langlet, qui précise que Léo n'est pas autonome, **il souffre d'hyperacousie et d'anxiété, ne supporte ni le bruit, ni les imprévus.**

"Tout le monde se renvoie la balle"

La maman, qui **a arrêté de travailler depuis 10 ans pour gérer toutes les démarches administratives**, se bat donc depuis début juillet pour trouver une solution. *"La MDPH dit que c'est au Département de gérer et le Département dit que c'est à la MDPH, tout le monde se renvoie la balle ! C'est aberrant",* explique-t-elle.

Si on ne leur propose pas de solution, Sabrina Langlet sera obligée de prendre le bus avec son fils, matin et soir, mais il sera tout de même anxieux. *"Je ne me sens pas capable de prendre les transports en commun, il y a beaucoup de monde et surtout beaucoup de bruit",* confie Léo. C'est donc un stress en plus dans cette **rentrée déjà pleine de changements.**

Pour le moment, l'adolescent qui avait la même auxiliaire de vie scolaire au collège, **ne sait pas s'il aura une AVS au lycée** et n'a donc encore rencontré personne.

"Je suis très énervée, j'en veux au Gouvernement"

"L'inclusion des personnes en situation de handicap constitue une des priorités du quinquennat", avait déclaré le Premier ministre Edouard Philippe en juillet 2017. Mais Sabrina Langlet n'est pas de cet avis.

"Ça fait 10 ans que je me bats, et ça va continuer. À chaque rentrée, c'est pareil pour les parents d'enfants handicapés. Côté administratif, c'est aberrant. Franchement, je suis très énervée.

J'en veux au Gouvernement qui avait promis que ce serait une cause nationale, et finalement, rien ne change", témoigne-t-elle.